

Nous sommes ici réuni-es pour rappeler que si les luttes féministes ont permis de conquérir des droits, de progresser vers l'égalité entre les femmes et les hommes, ce combat n'a rien de dépassé, il est encore devant nous car cette égalité est loin d'être effective. Nous tenons à la rappeler : la journée du 8 mars ne se « fête » pas et n'est pas la « journée de la femme » mais bien celle de lutte pour les droits des femmes !

Le 8 mars est une journée internationale de convergence de toutes nos luttes, celles des femmes d'ici et d'ailleurs.

L'égalité entre les femmes et les hommes est pour nous incontournable : elle participe du progrès social.



Laisser perdurer les inégalités, laisser s'exercer les violences contre les femmes et les filles, c'est porter une responsabilité sur le fait que les idées rétrogrades progressent, que le patriarcat perdure. Et nous ne cesserons pas de le répéter : la « cause des femmes » n'est ni secondaire, ni une opération de communication. Elle ne se limite pas à féminiser les postes de direction en oubliant la majorité des femmes condamnées aux temps partiels contraints et à la précarité.

La cause des femmes demande outre une volonté politique de tous les instants, des moyens humains comme financiers importants pour y parvenir et des sanctions contre les employeurs qui ne respectent pas l'égalité professionnelle.

Notre constat est sans appel : le patronat met beaucoup d'énergie à combattre toute mesure contraignante. Il pourrait tout du moins agir pour garantir l'égalité salariale, la non discrimination à l'embauche ou dans les déroulés de carrières.

Côté fonction publique, nous apprécions à sa juste valeur le Protocole sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes signé en novembre dernier. Certes il permet d'acter quelques avancées, mais il comporte des insuffisances, et des incertitudes au niveau de son application.

Concrètement, en 2019, l'urgence à obtenir l'égalité est toujours là.

Ce 8 mars, partout en France, nous sommes nombreux-ses à nous mobiliser pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles à la maison, dans l'espace public, au travail.

Nous voulons alerter sur les stéréotypes de genre toujours persistants dans les médias, à l'école, dans la vie publique et privée. Un récent rapport de l'UNICEF témoigne de l'utilisation inégalitaire des espaces, comme les cours de récréation, par les garçons et les filles et le fait que cela influe sur le climat scolaire.

Nous souhaitons rappeler que nous condamnons la précarité, la pauvreté, le chômage et que nous refusons les inégalités au travail en termes de salaires, d'accès à l'emploi, de carrière, de temps de travail, ainsi qu'au niveau du montant des retraites.

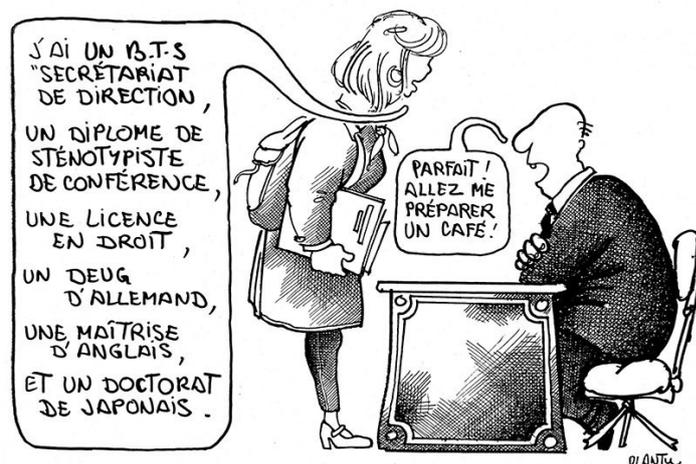
Nous dénonçons les conséquences de la répartition inégalitaire des tâches domestiques sur la vie des femmes.

Nous luttons contre les remises en cause du droit à l'avortement, à l'accès à la contraception.

Nous dénonçons les coûts astronomiques des protections hygiéniques estimée à 20 000 euros au cours de la vie d'une femme.

Nous revendiquons des services publics pour toutes et tous, à développer et équilibrer sur l'ensemble des territoires, de la petite enfance à la perte d'autonomie. Ils constituent des facteurs et garanties de l'émancipation des femmes encore trop souvent reléguées à la sphère familiale.

Nous sommes solidaires des femmes « gilets jaunes » qui au cours des dernières semaines ont manifesté, dans de nombreuses villes et ici au Mans, pour crier leurs conditions de « précarisées, discriminées, révoltées, femmes en première ligne »



Nous combattons la lesbophobie et tous les stéréotypes relatifs à toute autre catégorie discriminée.

Nous soutenons les migrantes et réfugiées, souvent victimes de toutes sortes de violences que ce soit dans leur pays d'origine, sur le chemin de l'exil ou dans le pays dit « d'accueil ».

Nous refusons les discriminations, comme celles visant les femmes handicapées à qui subissent doublement les inégalités.

Cette liste, bien longue, montre qu'il s'agit bien d'un système social derrière toutes ces inégalités. Cette domination, nous la refusons et la refuserons. Jusqu'à ce qu'elle cesse. Et pour cela, nous appelons à agir sur tout le territoire.

Nous tenons à le rappeler, l'égalité entre les femmes et les hommes est une question de justice sociale et de démocratie. C'est un levier pour gagner l'émancipation de toutes et tous.

Rassemblement organisé par : UD.CGT, CNT, FSU, Solidaires, UNEF et soutenu par Collectif pour une Terre plus Humaine, Femmes Solidaires 72, Ligue de l'Enseignement